

Edito du Monde

Opacité fiscale

LE MONDE | 05.06.08 | 13h20

Ubu ou Kafka auraient apprécié : pour s'y retrouver dans le dédale des niches fiscales, la commission des finances de l'Assemblée nationale a éprouvé le besoin de créer une mission d'information. Ses travaux, restitués jeudi 5 juin, ne manquent pas d'intérêt. La mission a recensé pas moins de 486 niches fiscales, dont le coût est passé en cinq ans de 50 à 73 milliards d'euros.

Dans un pays où les dépenses publiques sont souvent impopulaires, ces "ristournes" sont considérées, par beaucoup, comme un moindre mal. Voilà au moins de l'argent qui reste dans la poche de celui qui l'a gagné.

La réalité, tant fiscale que sociale, ne corrobore malheureusement pas cette vision des choses. Fiscalement, ces niches sont opaques, et les parlementaires reconnaissent être incapables de juger leur efficacité. Socialement, elles minent la progressivité de l'impôt sur le revenu. Elles favorisent d'autant plus les contribuables les plus fortunés que certaines d'entre elles ne sont pas plafonnées. Un impôt juste est un impôt simple. Outil de redistribution sociale, l'impôt sur le revenu doit, lui, être progressif. Les niches fiscales - la presse bénéficie de certaines d'entre elles - constituent autant d'entorses à ces principes républicains.

On ne saurait tenir le gouvernement actuel pour responsable du maquis fiscal français. Néanmoins, Nicolas Sarkozy a, sur ce terrain, envoyé de multiples signaux négatifs. Il y a d'abord eu le bouclier fiscal. Grâce à lui, bien que "*les caisses soient vides*", plus de 13 000 foyers aisés vont recevoir de l'Etat un chèque moyen de 16 600 euros ! Il y a maintenant la ristourne sur le gazole pour certaines professions.

Partisan autoproclamé de la "rupture", ancien ministre de l'économie, M. Sarkozy aurait pu être l'artisan d'une vaste réforme fiscale. Sa politique paraît plutôt exacerber les défauts de notre fiscalité. Ses successeurs devront remettre le système à plat. Engager une véritable "*révolution fiscale*", comme le préconise l'économiste Thomas Piketty, conseiller fiscal de Ségolène Royal depuis la campagne présidentielle de 2007. Si l'Etat n'en profite pas pour augmenter les dépenses, les citoyens pourraient même lui en être reconnaissants.

Article paru dans l'édition du 06.06.08

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Programme Télé » Le Post.fr
 » Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping » Newsletters » Talents.fr
 » Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Voyages » RSS » Sites du groupe

Le Monde

» Abonnez-vous au *Monde* à -60%
 » Déjà abonné au journal
 » Le journal en kiosque



© Le Monde.fr | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Aide